

## **20230502 InfoMigrants**

<https://www.infomigrants.net/fr/post/48626/region-parisienne--250-migrants-dont-des-enfants-renoncent-en-pleine-nuit-a-occuper-un-chateau-delabre>

[Actualités](#)



De source proche du dossier, le chauffeur a pris la fuite à l'arrivée des gendarmes. Crédit : Creative Commons

## **Région parisienne : 250 migrants dont des enfants renoncent en pleine nuit à occuper un château délabré**

Par [Louis Chahuneau](#) Publié le : 02/05/2023

Alors qu'ils pensaient pouvoir occuper un château abandonné à Dammartin-sur-Tigeaux (Seine-et-Marne), près de 250 migrants ont été évacués par la gendarmerie dans la nuit de vendredi à samedi dernier. Le bâtiment était trop dangereux. Une situation qui illustre aussi les conséquences de la politique "zéro campement" du gouvernement à Paris : les migrants cherchent des abris de plus en plus loin de la capitale.

C'est une occupation qui ne s'est pas déroulée comme prévu. Ce vendredi 28 avril, vers 22h30, plus de 250 migrants encadrés par l'association United migrants, ont dû passer la nuit dans une salle polyvalente de Mortcerf (Seine-et-Marne) après avoir renoncé à occuper le château abandonné de Dammartin-sur-Tigeaux, dans la commune voisine.

Arrivés dans la commune de 1000 habitants en milieu de soirée, le groupe de migrants pensait pouvoir occuper ce château laissé vide depuis une dizaine d'années, bien qu'appartenant à un propriétaire privé. Mais à leur arrivée, certains ont constaté que le lieu ne présentait ni accès à l'eau ni source d'électricité. "Une partie du groupe est rentré dans le château, tandis que d'autres n'ont pas trouvé l'endroit adapté", explique Vincent Prunier, l'un des responsables de l'association United Migrants, qui avait identifié le lieu sur un site d'exploration urbaine.

### **"C'est malheureux de déplacer les gens à 1h de Paris pour rien"**

Alertée, la mairie de Dammartin-sur-Tigeaux a prévenu la gendarmerie pour faire évacuer le bâtiment. "Je ne comprends pas pourquoi cette association les a fait venir alors que le bâtiment est dangereux, avec une absence de plancher par endroit et du verre partout, regrette la secrétaire générale de la mairie, Isabelle Demaret. Deux enfants se sont d'ailleurs blessés en visitant le château, il y a deux ans".

Selon elle, l'édifice n'était pas du tout en état d'accueillir 250 migrants "dont des familles avec des enfants en bas âge et des femmes enceintes", insiste-t-elle. Isabelle Demaret regrette aussi que United Migrants n'ait pas contacté la commune en amont : "On trouve ça malheureux de déplacer les gens à 1h de Paris pour rien".

>> **À (re)lire** : [Paris : plus de 200 mineurs occupent une école abandonnée pour réclamer une prise en charge](#)

L'arrivée de la police a finalement décidé la totalité du groupe à renoncer à son projet d'occupation et la gendarmerie a pu évacuer le château sans heurt. Après avoir eu vent de l'affaire, le maire de la ville voisine de Mortcerf, Christian Bouvier, a pris la décision d'ouvrir la salle polyvalente de sa commune pour éviter que 200 migrants ne dorment dans la rue, les trains ne circulant plus pendant la nuit. Le lendemain, "à 6 heures du matin, ils ont tout rangé, puis sont partis pour prendre le train de 7 heures du matin", a déclaré l'édile [au site régional Actu](#).

## **Des occupations qui se multiplient en Île-de-France**

Depuis que les campements de migrants sont strictement interdits dans la capitale, des centaines d'entre eux cherchent tant bien que mal un toit. Ces dernières semaines, le gouvernement a accentué sa politique sécuritaire et démantèle quasi-systématiquement les campements, même minimes, qui se forment dans la capitale, sans solutions de relogement. Ce qui pousse les migrants à chercher des abris toujours plus loin en banlieue.

>> **A relire** : ["Avant nous cherchions des abris, maintenant nous cherchons des cachettes" : à Paris, les mineurs à la rue, toujours plus invisibles](#)

Parmi les 250 migrants présents à Dammartin-sur-Tigeaux, une partie venait justement de se [faire expulser du squat Unibéton](#), à l'Île-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Cette ancienne cimenterie qui abritait 400 personnes, majoritairement des personnes exilées, depuis 2020 était jusqu'à présent le plus grand squat d'Île-de-France. D'après la préfecture [citée par Le Parisien](#), deux tiers des pris en charge ont été hébergés en Île-de-France et le tiers restant, ailleurs. Une situation qui ne satisfait pas les associations d'aides aux migrants : "Ils se retrouvent dans des hébergements de façade, très temporaires", critique Vincent Prunier. Et la situation ne devrait pas s'arranger avec l'accueil des Jeux Olympiques à Paris, en 2024. Le bâtiment Unibéton se trouvait justement à quelques encablures du futur village olympique.

>> **À (re)lire** : ["Avant nous cherchions des abris, maintenant nous cherchons des cachettes" : à Paris, les mineurs à la rue, toujours plus invisibles](#)

Les tentatives d'occupation de bâtiments abandonnés sont de plus en plus fréquentes dans la région francilienne. Selon [le dernier rapport de l'Observatoire des expulsions de lieux de vie informels](#), au moins 177 bâtiments auraient été occupés en 2021, soit trois fois plus qu'en 2020. Le système d'hébergement d'urgence d'Île-de-France étant saturé, de plus en plus de migrants se retrouvent à la rue. "En Île-de-France ce sont plusieurs milliers de migrants qui sont concernés et autant qui sont victimes du froid, des violences de la rue mais aussi des violences policières", rappelle Vincent Prunier qui appelle "les maires qui disposent de lieux vides à les mettre à disposition plutôt qu'on soit contraint de trouver nous-même. C'est toujours préférable d'avoir l'accord des propriétaires", conclut-il.